

ARRETE PORTANT DELEGATION DE FONCTION ET DE SIGNATURE**A MONSIEUR JEAN-PIERRE DEMNI, 2^{ème} adjoint****DOMAINE : COHÉSION SOCIALE****Le Maire de la Commune du SEQUESTRE – Tarn –**

VU l'article L 2122-17 du code général des collectivités territoriales qui prévoit qu'en cas d'absence, de suspension, de révocation ou de tout autre empêchement, le maire est provisoirement remplacé, dans la plénitude de ses fonctions, par un adjoint, dans l'ordre des nominations

VU l'article L 2122-18 du code général des collectivités territoriales, conférant au Maire de pouvoir de déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses Adjoint ;

CONSIDERANT que le Conseil Municipal a été renouvelé le 15 mars 2026

VU la délibération du conseil municipal du 20 mars 2026 fixant à quatre le nombre des Adjoint ;

VU le procès-verbal d'élection du maire et des adjoints du 20 mars 2026

Considérant que, pour le bon fonctionnement du service, il convient de donner délégation à un Adjoint ;

ARRETE**Article 1 : Délégation de fonctions**

Délégation est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de Monsieur le Maire, à **Monsieur Jean-Pierre DEMNI, 2^{ème} adjoint**, pour exercer les fonctions relatives au **domaine « Cohésion sociale »**, notamment :

- le suivi des politiques sociales communales ;
- les relations avec le Centre communal d'action sociale (CCAS) ;
- les actions en faveur des publics fragiles (personnes âgées, personnes en situation de handicap, personnes en difficulté sociale) ;
- les politiques d'inclusion, de solidarité et de lutte contre l'exclusion ;
- les relations avec les associations à caractère social et humanitaire ;
- le développement d'actions favorisant le lien social et en lien avec la cohésion sociale ;
- la participation à la mise en œuvre des dispositifs d'aide et d'accompagnement social ;
- Relations avec les administrés
- Actions sociales
- Manifestations en lien avec l'équité sociale

Article 2 : Délégation de signature

Monsieur Jean-Pierre DEMNI reçoit délégation pour signer au nom du maire :

- tous les documents, courriers, actes administratifs, bons de commande à hauteur de 40 000 € HT (seuils des marchés publics de fourniture et de services sans mise en concurrence) relevant du domaine de la présente délégation ;
- les décisions relatives à l'organisation d'actions ou d'événements dans ce domaine ;
- les correspondances avec les partenaires institutionnels et associatifs.

La signature sera alors précédée de la mention : « l'adjoint délégué ».

Article 3 : Limites de délégation

Cette délégation s'exerce sous le contrôle et la responsabilité du maire.

Elle ne porte pas sur les actes relevant de la compétence exclusive du conseil municipal.

L'arrêté de délégation n'empêche pas le maire de signer des actes ou documents relevant du champ de la délégation.

Le maire peut à tout moment reprendre tout ou partie de la délégation.

Article 4 : Délégation de suppléance

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Maire et de la 1^{ère} adjointe, et conformément à l'article L 2122-17 du CGCT, délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Pierre DEMNI.

Article 5 : Monsieur le Maire, Madame la Secrétaire Générale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et une ampliation sera communiquée à Monsieur le Préfet du Tarn et au Comptable de la collectivité.

Fait au SEQUESTRE, le 1^{er} avril 2026

Le Maire,
Gérard POUJADE



Le Maire certifie sous sa responsabilité
Le caractère exécutoire de cet acte et informe
que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour
excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif
de TOULOUSE dans un délai de deux mois à
compter :

de sa transmission en Préfecture le : 02 AVR. 2026

de sa publication le : 02 AVR. 2026

de sa notification le